



## La Politique Étrangère du Sénégal de Léopold Senghor à Macky Sall

Asst. Prof. Dr. Mürsel BAYRAM

L'Université des Sciences Sociales d'Ankara  
L'Institut d'Études Orientales et Africaines  
mursel.bayram@asbu.edu.tr, Orcid ID: 0000-0002-1183-0515

### Résumé

Le Sénégal peut exemplifier les politiques étrangères des Etats africains qui peuvent suivre une politique d'influence sous-régionale. Malgré ses capacités matérielles limitées, le Sénégal était activement engagé dans des conflits en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient, et il a poursuivi avec succès une politique de pouvoir, en particulier dans sa sous-région d'Afrique de l'Ouest. La politique étrangère généralement pro-occidentale du Sénégal a entraîné des changements partiels en fonction des visions du monde des présidents sénégalais et en fonction des circonstances politico-économiques internationales dans leurs mandats. Le but de cet article est d'analyser les changements en question d'un point de vue historique. Nous rechercherons quels gouvernements ont suivi une politique étrangère conservatrice, quel gouvernement a suivi une politique affirmée, et quel gouvernement a suivi une politique relativement équilibrée.

**Mots-clés:** Sénégal, acteur régional, pro-occidentalisme

**Classe JEL:** N47

## Leopold Senghor'dan Macky Sall'a Senegal Dış Politikası

### Öz

Batı Afrika ülkelerinden Senegal, alt-bölgesel ölçekli Afrikalı güçlerin dış politikalarını örnekleyebilecek bir vakadır. Maddi kapasitesi kısıtlı olmasına rağmen hem Sahraaltı Afrika'daki hem de Orta Doğu'daki çatışmalara aktif biçimde dâhil olan Senegal, buna ek olarak kendi alt-bölgesinde nispeten başarılı bir güç siyaseti izlemiştir. Ülkenin Batı eksenli genel dış politika yönelimi, Senegal devlet başkanlarının dünya görüşlerine ve görev yaptıkları dönemin uluslararası ekonomi-politik koşullarına bağlı olarak kısmî değişimler içermiştir. Bu çalışmada söz konusu değişimlerin tarihsel bir perspektifle incelenmesi amaçlanmaktadır. Ülkenin dış ilişkilerinde ağırlık verdiği aktörler üzerinden, temel olarak hangi hükümetlerin daha muhafazakâr, hangisinin daha iddialı, hangisinin nispeten daha dengeli bir dış politika izlediği ele alınacaktır.

**Anahtar Kelimeler:** Senegal, Bölgesel Aktör, Batı Taraftarlığı

**JEL Sınıfı:** N47

### Introduction

Les États se généralement divisent en trois catégories en termes de pouvoir: les grandes puissances, les puissances moyennes ou régionales, et les petites puissances. La plupart des États africains appartiennent à la troisième catégorie. On suppose que les petites puissances ou les petits États ne jouent pas de rôle important ni au niveau régional ni au niveau mondial. Certains petits États comme le Sénégal contestent cette hypothèse.

Le Sénégal est un pays remarquable non seulement aujourd'hui mais aussi sur le plan historique. Située à l'extrême pointe occidentale du continent, le territoire que nous appelons aujourd'hui le Sénégal a longtemps été un nœud important des routes caravanières transsahariennes. Les états précoloniaux sénégalais comme Tékrou, le Djolof et le Fouta Toro ont exercé une influence déterminante sur la politique régionale (Diouf, 2001). L'esprit profondément nationaliste qui cherche à faire du Sénégal un acteur influent en la région a été soutenu par une culture traditionnelle dynamique et la place privilégiée du Sénégal au sein de l'Afrique coloniale française. L'héritage de cette histoire se reflète en partie dans le Sénégal moderne. Après son indépendance de la France en 1960, le Sénégal a exercé une politique d'influence principalement dans son voisinage, comme en témoignent ses relations avec la Gambie et la Guinée-Bissau, ainsi que son rôle dans l'instauration de la paix au Libéria (Mortimer, 1996).

Pendant la Guerre Froide, le Sénégal sous Léopold Senghor et Abdou Diouf a suivi une politique étrangère généralement pro-occidentale, malgré les relations diplomatiques

qu'il avait établies avec l'Union soviétique en 1962 (Ria Novosti, 2019) et malgré le fait que le Parti socialiste était au pouvoir au Sénégal. Ayant adopté un socialisme africain dérivé de l'expérience française et décrit comme « la voie médiane » entre le marxisme soviétique et le libéralisme américain, Senghor considérait la France comme le leader naturel d'une Europe indépendante et un défenseur des intérêts du Tiers Monde, et voyait dans une alliance entre l'Europe et l'Afrique le meilleur espoir de fournir une « troisième force » pour contrer la domination politique des superpuissances (Schraeder et Gaye, 1997: 493). La transition vers l'après-Guerre Froide n'a pas beaucoup modifié l'orientation de la politique étrangère du Sénégal. Des changements considérables ont été observés en particulier dans les relations grandissantes avec les pays asiatiques pendant la présidence d'Abdoulaye Wade, alors que Dakar entretient des relations plus diversifiées durant le mandat de Macky Sall. Ces caractéristiques signifient que le Sénégal adapte habilement ses relations extérieures à l'évolution du milieu politico-économique internationale.

### **1. Le conservatisme des gouvernements de Senghor et de Diouf**

En ce qui concerne les conflits entre pays africains et les relations avec les acteurs extracontinentaux, le Sénégal a mené une politique étrangère modérée et adaptative, principalement en raison de l'omniprésence de l'influence française (Shaw, 1973 : 301-304). L'indépendance politique formelle a entraîné moins de changements dans les liens politiques et économiques entre le Sénégal et la France que peut-être aucun autre pays d'Afrique. La plus grande ambassade et centre culturel à Dakar était celui de la France. Bien que la diversification se soit opérée, la France reste la principale source d'aide et de commerce. Les liens militaires étaient également forts. Autrement dit, le Sénégal a établi une relation privilégiée avec la France, malgré son idéologie officielle de non-alignement.

Conformément à l'influence française, les gouvernements de Léopold Sédar Senghor (1960-1980) et d'Abdou Diouf (1981-2000) ont soutenu dans de nombreux cas les intérêts occidentaux aux dépens des pays du bloc socialiste. Les troupes sénégalaises ont été envoyées au Zaïre lors de l'invasion du Shaba en 1978, par exemple, pour aider à secourir des européens pris dans l'attaque transfrontalière depuis l'Angola (Marder, 1978). En ce qui concerne les conflits sur le Sahara occidental et le Tchad en 1982 et 1983, le Sénégal également pris parti avec les Etats conservateurs, soutenant la position marocaine dans le premier cas et s'opposant à la Libye dans le second. Ayant rompu ses relations avec la Libye à partir de juillet 1980, le Sénégal servi de base française pour soutenir le gouvernement tchadien dans sa guerre contre la Libye. Mouammar Kadhafi s'est rendu à Dakar en novembre 1985, mais des divergences politiques majeures subsistaient entre les deux pays (Clark et Phillips, 1994 : 64).

D'autre part, loin d'être un simple représentant des intérêts français ou occidentaux, le Sénégal montré sa capacité à exercer une politique d'influence dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et sur le continent africain dans son ensemble, bien que résultant de conditions favorables et ressources financières. Le premier cas de ce

genre était la Guinée-Bissau. La frontière avec la Guinée-Bissau avait fait du Sénégal un pays voisin de l'une des dernières guerres coloniales en Afrique, de 1961 à 1974. Le Sénégal a accueilli des réfugiés bissau-guinéens, avec des estimations allant de 70 000 à 300 000, dont la plupart ont été réinstallés dans les régions de Casamance et du Siné-Saloum. L'indépendance de la Guinée-Bissau en 1974 n'a pas mis fin à l'immigration en provenance de Bissau, dont l'économie était beaucoup plus faible que le Sénégal. Le flux de réfugiés n'a toutefois pas perturbé les relations cordiales entre Bissau et Dakar. Le Sénégal a ensuite utilisé son réseau diplomatique et ses ressources pour mener une politique d'influence sur la Guinée-Bissau. L'opération Gabou a incontestablement été l'une des initiatives de politique étrangère les plus impressionnantes entreprises par le Sénégal. L'intervention militaire qui a duré de juin 1998 à mars 1999 a obligé Dakar à déployer plus de 2,000 soldats en Guinée-Bissau. L'intention était d'aider le président bissau-guinéen, João Vieira, à résister à une tentative de coup d'État par des rebelles militaires dirigés par Ansumane Mané. L'empressement du Sénégal à faire des sacrifices considérables dans ce cas montre clairement l'importance de la Guinée-Bissau pour Dakar. Pour le Sénégal, Bissau compte principalement en raison du faible conflit qui sévit depuis 30 ans dans la région de Casamance au sud du Sénégal, à la frontière de la Guinée-Bissau. En contrepartie de son assistance militaire, le gouvernement sénégalais a reçu un soutien spécial des forces armées de la Guinée-Bissau dans son lutte contre les forces rebelles sécessionnistes en Casamance (Foucher, 2013 : 5-21).

Une autre indication de la politique sénégalaise d'influence dans la région ont été mis en évidence par les tentatives d'établir une confédération avec la Gambie. Au cours de la période de gouvernement autonome de 1962-1965, la Gambie a fait des ouvertures prometteuses au Sénégal. En novembre 1962, le président gambien Dawda Jawara a demandé à l'ONU de nommer des experts pour évaluer ensemble l'avenir de la Gambie et du Sénégal, ce que le Secrétaire général, U Thant, a accepté. L'attitude britannique serait «encourageante». En mars 1964, à la suite de la visite de Léopold Sédar Senghor, les intentions de coordination des programmes économiques de la Gambie et du Sénégal ont été annoncées. La tentative de coup d'Etat en Gambie du 29 juillet 1981, dirigée par un ex-homme politique marxiste, Kukoi Samba Sanyang, a accéléré le rapprochement avec le Sénégal. Jawara a immédiatement demandé l'aide militaire du Sénégal, conformément au traité de défense signé en 1965 entre les deux pays. Près de 3,000 soldats sénégalais ont été déployés en Gambie. Le coup d'état a été abandonné de cette manière, mais la présence des troupes sénégalaises à Banjul témoignait de la dépendance croissante de Jawara envers le Sénégal. Trois semaines après le coup d'État avorté et la restauration réussie de Jawara par les troupes sénégalaises, Jawara et son homologue sénégalais Abdou Diouf ont annoncé des plans pour l'établissement de la Confédération sénégalambienne. En décembre 1981, les traités de confédération ont été signés à Dakar. En vertu du traité, Abdou Diouf était président et Jawara était vice-président. Un parlement et un cabinet confédéraux ont été mis en place. Parce qu'elle avait été créée pour répondre à des préoccupations de sécurité, cette dernière a commencé à mourir lorsque cette menace a été considérée comme terminée. Le Sénégal a unilatéralement

retiré ses troupes de la Gambie alors qu'il participait à des escarmouches à la frontière avec la Mauritanie à la fin des années 1980. La Gambie a estimé que ses intérêts n'étaient pas protégés non plus. En conséquence, la confédération a pris fin le 23 août 1989 lorsque le président sénégalais Diouf a décidé qu'il était préférable de la mettre de côté après des discussions infructueuses sur une union douanière (Richmond, 1993 : 172-194; Hughes et Lewis, 1995 : 230-239).

L'échec de la confédération de Sénégalie était lié aux nouveaux risques sécuritaires émanant du nord en 1989 lorsque le Sénégal était confronté à une grave crise avec la Mauritanie. L'hostilité de longue date et les différends frontaliers entre les deux pays se sont transformés en un massacre de Sénégalais en Mauritanie et en des attaques de vengeance contre des Mauritaniens au Sénégal. À la suite des massacres, plusieurs milliers de Sénégalais et de Mauritaniens ont été rapatriés, leurs biens et avoirs ont été confisqués et toutes les frontières ont été fermées. Les relations diplomatiques sénégal-mauritaniennes ont été rétablies en 1992, mais les tensions se sont poursuivies lorsque Nouakchott a accusé Dakar de soutenir des groupes hostiles au gouvernement mauritanien. Les efforts de médiation déployés par le Maroc, la Gambie et le Mali ont à nouveau permis d'améliorer les relations (Clark et Phillips, 1994: 16).

Au début des années 90, le Sénégal n'a initialement pas participé à la force de maintien de la paix de l'ECOMOG dans un pays de l'Afrique de l'Ouest, le Libéria, alors qu'il s'est joint à une guerre menée par les États-Unis au Moyen-Orient. En 1990, 500 soldats sénégalais ont été envoyés dans le cadre de l'alliance anti-irakienne dans le golfe Persique. En avril 1991, 93 soldats sénégalais servant dans cette alliance ont été tués dans un accident d'avion en Arabie saoudite. Le président américain George H. W. Bush a déclaré que leur mort signifiait que « le Sénégal payait proportionnellement le prix le plus élevé de tout partenaire de la coalition pour libérer le Koweït de l'agression nue » (Jehl, 1991).

Suivant cette mission militaire importante au Moyen-Orient, le Sénégal a décidé de participer à la guerre civile libérienne, bien que la France recommandait à Diouf de rester en dehors de la partition de facto du Libéria. Le fait que les États-Unis aient fourni au Sénégal environ 15 millions de dollars d'équipement militaire contribue à expliquer la décision changeante de Diouf malgré l'opposition française. La décision prise par le Sénégal en septembre 1991 d'engager un contingent dans l'ECOMOG a marqué une évolution politiquement significative dans la tentative de rétablissement de la paix au Libéria. Du point de vue diplomatique, les troupes sénégalaises ont servi deux fonctions politiques reliées: elles ont dilué les excuses de Charles Taylor que l'ECOMOG était une simple approximation d'intervention du Nigeria, et elles ont rendu plus difficile pour la Côte d'Ivoire pour soutenir Taylor (Mortimer, 1996 : 293-306).

## **2. L'assertivité du gouvernement de Wade**

La politique étrangère du Sénégal est devenue de plus en plus affirmée dans le mandat d'Abdoulaye Wade (2000-2012). Lors de l'ouverture d'un forum sur le racisme et la xénophobie en 2001, Wade a déclaré que les Africains devraient faire davantage pour lutter contre les conflits ethniques chez eux. Il a mentionné en particulier la Côte d'Ivoire, où le conflit politique a dégénéré en une effusion de sang ethnique opposant l'ouest et le sud chrétiens au nord musulman et à des citoyens de pays voisins comme le Burkina Faso. Wade a déclaré « pour le moment, un Burkinabè souffre plus de racisme en Côte d'Ivoire qu'un Noir en Europe ». Des centaines d'Ivoiriens ont défilé à Abidjan pour protester contre les propos tenus par Wade. Ces développements étaient suffisamment incendiaires pour mettre fin aux relations diplomatiques entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Les relations ont été encore plus tendues lorsque Wade a reçu Alassane Ouattara à Dakar en octobre 2011, quelques heures après l'annonce officielle qu'Ouattara ferait face à Laurent Gbagbo lors du second tour de l'élection présidentielle. La Côte d'Ivoire a accusé le gouvernement du Wade de conspiration pour déstabiliser ses élections et a rappelé l'ambassadeur ivoirien à Dakar avec une note de protestation (France 24, 2011). Plus tard, il est apparu que Wade avait « misé sur le bon cheval », alors que Ouattara avait fait du Sénégal la destination de son premier voyage à l'étranger après sa victoire à l'élection présidentielle (VOA News, 2011).

Le rôle croissant du Sénégal dans les affaires africaines est attesté par l'affaire Habré. L'ancien président tchadien Hissène Habré, exilé à Dakar depuis 1990, a été arrêté au Sénégal en 2005 pour des allégations de crimes contre l'humanité commis au cours de ses huit années au pouvoir (1982-1990). En 2010, le président sénégalais Wade a déclaré: « Je n'ai pas obtenu le soutien que je recherchais. Au prochain sommet de l'Union africaine, je dirai 'reprends ton poste', ou je vais renvoyer Habré à un autre endroit ». En 2011, toutefois, à la suite d'un appel des Nations Unies, le Sénégal a suspendu le rapatriement prévu de Habré dans son pays d'origine, où il a été condamné à mort pour crimes contre l'humanité. Le régime Wade a également refusé les demandes répétées d'extradition de Habré par la Belgique (Maclean, 2016).<sup>1</sup>

L'aspect panafricaniste de la politique étrangère de Wade était évident après le tremblement de terre de janvier 2010 en Haïti, quand il avait déclaré que le Sénégal devait accueillir des Haïtiens. Wade a déclaré qu'il était nécessaire de donner aux « frères et sœurs d'Haïti le droit d'échapper aux catastrophes récurrentes dans leur pays et de s'établir chez eux, en Afrique... afin de démontrer la relation humaine qui unit l'Afrique et sa diaspora ». Mamadou Bemba Ndiaye, porte-parole de Wade, a expliqué que « le Sénégal est prêt à leur offrir des parcelles de terre, voire une région entière. Tout dépend du nombre d'haïtiens qui viennent. Si ce ne sont que quelques personnes, nous leur offrirons

---

<sup>1</sup> En 2012, le Sénégal et l'UA ont finalement décidé de créer un tribunal spécial chargé de juger Habré. En mai 2016, des Chambres africaines extraordinaires soutenues par l'UA ont déclaré Habré coupable de crimes contre l'humanité et l'ont condamné à la prison à vie. Le verdict rendu au Sénégal a fait de Habré le premier ancien chef d'État à être reconnu coupable des accusations par les tribunaux d'un autre pays.

un toit et un bout de terre. S'ils viennent en masse, nous leur donnerons une région». Le porte-parole a souligné que "si une région était désignée, ce serait dans une partie fertile du pays plutôt que dans ses déserts arides" (BBC, 2010). À l'exception de 163 étudiants, cependant, il n'y avait pas de mouvement haïtien important au Sénégal. Les propositions remarquables de Wade avaient été motivées par le panafricanisme et par la conviction de l'existence réelle d'une diaspora africaine, créée par la migration forcée de millions d'esclaves du continent africain principalement vers les Amériques, mais il est un fait que «la diaspora africaine» est un fourre-tout incorporant de multiples identités diasporiques plus fortes sous son égide. En outre, il n'existait aucune motivation économique pour les Haïtiens de s'installer au Sénégal. Selon l'Indice de développement humain de 2010, le Sénégal et Haïti se classaient respectivement au 144ème et au 145ème rang mondial (UNDP, 2010). Malgré des revenus un peu plus élevés au Sénégal, il ne suffisait pas de créer un mouvement haïtien au Sénégal, en particulier en présence de destinations potentielles beaucoup plus proches et plus riches comme les États-Unis et le Canada (McDonald, 2010).

Dans une perspective globale, Wade a apparemment suivi une ligne pro-occidentale, bien qu'il maintenu une position prudente pendant la guerre en Irak, « pour ménager le traditionnel partenaire français comme l'ami américain ». Avec une marge de manœuvre nouvelle par rapport aux institutions de Bretton Woods et un meilleur accès à l'aide (Dahou et Foucher, 2004), d'autre part, le gouvernement du Wade a progressivement pris ses distances avec ses partenaires traditionnels en Europe. Pour renforcer son indépendance, le régime Wade a recherché de nouveaux partenaires de coopération géopolitiquement diversifiés. Parmi ceux-ci, la Chine était un pays d'exportations potentielles et une source d'investissement.

Après son accession à l'indépendance en 1960, le Sénégal avait établi des relations avec Taiwan au lieu de la Chine continentale. En 1961, le gouvernement de Léopold Sédar Senghor reconnaissait la République populaire de Chine, mais Pékin ne souhaitait pas entretenir de relations avec le Sénégal, alors qu'il maintenait des liens avec Taïwan, bien que certains groupes d'opposition sénégalais, notamment le Parti africain de l'Indépendance, étaient favorables au maintien d'une relation avec Pékin. En 1971, le Sénégal a voté en faveur de l'adhésion de la Chine à l'ONU. Deux ans plus tard, le Sénégal et la Chine ont signé des accords économiques. Ces relations ont duré jusqu'en 1996, lorsque le Sénégal a repris ses relations avec Taiwan. En réaction, la Chine a suspendu ses relations avec le Sénégal jusqu'en 2005, lorsque le gouvernement Wade a décidé de rétablir ses relations avec Pékin. Le Sénégal ne pouvait plus ignorer l'omniprésence de la République populaire beaucoup plus forte après le tournant du siècle alors qu'elle cherchait des partenaires de coopération en Afrique. La volonté du Sénégal d'obtenir un siège temporaire au Conseil de sécurité de l'ONU rend encore plus important le développement des relations diplomatiques avec l'un des pays du droit de veto. Le Sénégal espérait également tirer parti du développement durable, notamment par une augmentation du commerce extérieur, des importations de technologie et du transfert de

connaissances (Gehrold et Tietze, 2011 : 92). Ainsi, le Sénégal s'est engagé dans une coopération rapide avec la Chine dans de nombreux domaines. Les nouveaux liens économiques et commerciaux avec la Chine ont eu des effets immédiats et marqués sur l'économie sénégalaise. Le président Wade a défendu les liens grandissants du Sénégal avec la Chine dans un article rédigé comme suit: *“En ce qui concerne la Chine et l'Afrique, l'Union européenne et les États-Unis veulent avoir leur gâteau et le manger. Faisant écho à ses rivalités coloniales passées, les dirigeants européens et les organisations donatrices ont exprimé leur inquiétude devant le fait que les pays africains ouvrent trop largement leurs portes aux investisseurs chinois et à l'exploitation de leurs partenaires asiatiques. Mais si l'ouverture de marchés plus libres est un objectif que l'Occident mérite - et admire comme un moyen de progresser - pourquoi l'Europe s'inquiète-t-elle du rôle économique croissant de la Chine en Afrique? L'expansion des marchés libres a effectivement été une aubaine pour l'Afrique... La Chine fait beaucoup mieux que les capitalistes occidentaux pour répondre aux demandes du marché en Afrique. La bataille pour l'influence mondiale entre l'Ouest et la Chine n'est pas un problème pour l'Afrique. Notre continent est pressé de construire des infrastructures, de mettre en place une énergie abordable et d'éduquer notre population... L'approche de la Chine face à nos besoins est tout simplement mieux adaptée que l'approche postcoloniale lente et parfois condescendante des investisseurs européens, des organisations donatrices et des organisations non gouvernementales. En fait, le modèle chinois de stimulation du développement économique rapide a beaucoup à apprendre à l'Afrique. Avec une aide directe, des lignes de crédit et des contrats raisonnables, la Chine a aidé les pays africains à construire des projets d'infrastructure en un temps record - ponts, routes, écoles, hôpitaux, barrages, bâtiments législatifs, stades et aéroports. Dans de nombreux pays africains, y compris le Sénégal, l'amélioration des infrastructures a joué un rôle important dans la stimulation de la croissance économique. De plus, ce sont des améliorations qui restent en Afrique et élèvent le niveau de vie de millions d'Africains, et pas seulement de quelques élites. Au Sénégal, un contrat avec une entreprise chinoise ne peut être attribué à une société chinoise sans un partenariat avec une société sénégalaise. En pratique, les entreprises chinoises investissent non seulement au Sénégal, mais transfèrent technologie, formation et savoir-faire au Sénégal en même temps... Les plaintes occidentales contre la lenteur avec laquelle la Chine adopte des réformes démocratiques ne peuvent occulter le fait que les Chinois sont plus compétitifs, moins bureaucratique et plus adepte des affaires en Afrique que leurs critiques.”* (Wade, 2008)

L'accent mis sur le développement économique dans la diplomatie s'est également manifesté dans les relations croissantes entre le Sénégal et les Émirats Arabes Unis (EAU). L'exemple le plus frappant de ce réalignement a été la décision de confier à une société d'investissement émirati la construction de l'ambitieux projet de développement de Diarniadio.<sup>2</sup> Les entreprises associées au groupe Dubai Ports World ont également

---

<sup>2</sup> Selon le développeur, Semer Investment LLC, *“Diarniadio Lake City (DLC) est le nouveau coeur vibrant au Sénégal. C'est une ville dans la ville et le joyau de la capitale grâce à son importance à l'échelle nationale. En tant que la principale destination résidentielle, d'affaires et de loisirs à*

signé un protocole d'accord avec le gouvernement sénégalais en décembre 2006. Les échanges commerciaux entre Dakar et Dubaï sont passés de 14,2 millions de dollars en 2003 à 184 millions de dollars en 2009. Parmi les autres réalignements figurent la sélection du Maroc en tant que partenaire stratégique pour Air Sénégal International et d'une entreprise indienne chargée de la gestion du fret dans le port de Dakar. Celles-ci sont probablement au détriment du groupe d'investissement et industriel français Bolloré, qui est très présent en Afrique (Sall, 2013: 14).

Sous Wade, les relations les plus controversées du Sénégal étaient avec la Corée du Nord. En 2010, le groupe de sociétés nord-coréen *Mansudae Haeoe Gaebal Hoesa* (Mansudae Projets d'Outre-Mer) a construit une statue de bronze géante, le Monument de la Renaissance Africaine, sur une colline surplombant Dakar pour marquer le 50e anniversaire de l'indépendance du Sénégal. Le gouvernement Wade a déboursé 27 millions de dollars pour le monument haute de 49 mètres. En janvier 2018, le gouvernement de Macky Sall, successeur de Wade, a déclaré à la Commission de sécurité des Nations Unies qu'il avait réagi aux sanctions en fermant le Mansudae. Six mois avant l'annonce de la fermeture du Sénégal par le Sénégal, la Corée du Nord avait créé en juin 2017 une nouvelle société appelée Corman Construction & Commerce Sénégal Sural. La nouvelle société continuait de travailler sur certains des projets de construction sur lesquels le Mansudae avait travaillé avant sa fermeture (Ji-ha et Seon-myung, 2019).

Les relations sénégal-iraniennes étaient également actives dans le mandat de Wade. Il a effectué quatre visites officielles en Iran - en 2003, 2006, 2008 et 2009. De même, le président iranien Ahmadinejad était un visiteur régulier à Dakar. Après la visite d'Ahmadinejad en novembre 2009, Wade a exprimé sa confiance en "l'assurance de son homologue iranien de ne pas exploiter l'uranium à des fins autres que pacifiques et civiles". Après avoir rencontré le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, le président sénégalais a déclaré que son pays «donnait l'exemple à l'Iran». Les deux pays ont signé un protocole d'accord sur le commerce et l'énergie. En 2008, le Sénégal a reconnu que l'expertise technique iranienne faisait partie intégrante de l'achèvement d'un projet énergétique au Sénégal. En 2009, l'Iran s'est engagé à fournir des fonds et du matériel pour la construction d'une usine de voitures Khodro, de tracteurs, d'une raffinerie de pétrole et d'une usine de produits chimiques. En raison de ses relations étroites avec les dirigeants iraniens, Wade a affirmé que Clotilde Reiss, une étudiante accusée d'être un agent des services secrets français et arrêtée en Iran, avait été libérée grâce à sa médiation. «J'avais demandé aux Iraniens, lors de ma visite à Téhéran, de libérer pour des raisons humanitaires et du président Mahmoud Ahmadinejad avait accepté» le Président dit (Boisselet, 2010).

---

*Dakar, elle offre des services et des installations récréatives de la plus haute qualité. Un projet de développement unique en Afrique, la cité DLC inaugure une nouvelle ère pour le pays et le continent dans son ensemble. La cité DLC s'étend sur une parcelle de plus de 500 000 mètres carrés et réalise la vision de créer des quartiers financiers, résidentiels et récréatifs qui s'unissent harmonieusement pour dessiner l'avenir du Sénégal".*

### 3. L'équilibre du gouvernement de Sall

Depuis que Macky Sall est arrivé au pouvoir en 2012, certains changements de la politique étrangère sénégalaise, pas nécessairement spectaculaires ni révolutionnaires, sont devenus apparents. Tout d'abord, le Sénégal est revenu à une approche diplomatique plus traditionnelle, comme en témoigne la restauration d'une relation privilégiée avec la France. Le tout premier voyage du nouveau chef d'État en dehors de l'Afrique a eu lieu en France. Au-delà du symbolisme évident, cette visite s'est traduite par un important soutien financier de la part de la France (Sall, 2013: 17). En 2017, Emmanuel Macron s'est rendu avec son épouse à Dakar. La France conforte ses engagements avec un apport de 200 millions d'euros, ce qui la place au 4<sup>e</sup> rang des donateurs. Macron a également annoncé la création d'un campus franco-sénégalais à Diamniadio. Cette visite de trois jours au Sénégal a été l'occasion de signer plusieurs accords. Elle a aussi permis à Emmanuel Macron de réaffirmer sa volonté de s'appuyer sur le Sénégal pour maintenir son engagement sécuritaire au Sahel (Baconni, 2017).

De l'autre côté, les relations sénégalaiso-israéliennes ont été rompues en décembre 2016, après que le Sénégal a voté en faveur d'une résolution de l'ONU contre Israël. À la suite de l'adoption de la résolution 2334, qui condamnait la colonisation des territoires palestiniens comme «sans validité légale» et «une violation flagrante du droit international», Israël a rappelé son ambassadeur à Dakar et annulé ses programmes d'aide au Sénégal dans le cadre d'une série de mesures de représailles. Mais cette rupture n'a pas duré longtemps. En mai 2017, le président sénégalais Macky Sall et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont annoncé, dans un communiqué conjoint, la fin de la crise diplomatique entre les deux pays. Le dégel se traduit notamment par le retour de l'ambassadeur israélien au Sénégal, et par la volonté de Dakar et de Tel Aviv de renforcer leurs échanges commerciaux (Tribune de Genève, 2017).

Le développement des relations avec Israël n'a pas empêché les relations sénégalaises avec les pays musulmans. Les relations existantes avec le Koweït ont été renforcées par un accord conclu en 2012 avec le fonds koweïtien pour le développement économique arabe, qui prévoit l'octroi de prêts d'une valeur de 8 milliards de dollars au Sénégal. Un an plus tard, Dakar a également réaffirmé ses liens avec l'Iran qui avaient été rompues brièvement quand une cargaison d'armes iranienne a été interceptée dans le port nigérian de Lagos, présumé par Dakar comme destiné aux rebelles de la région de Casamance (Reuters, 2011).

Presque parallèlement à sa nouvelle affinité avec Téhéran, Dakar s'est rapproché de Riyad. Le Sénégal est devenu le seul pays non arabe à rejoindre la coalition dirigée par les Saoudiens au Yémen. Après son retour d'une visite en Arabie saoudite en avril 2015, le président Macky Sall a déclaré que Riyad avait demandé le déploiement de troupes sénégalaises dans la coalition dirigée par l'Arabie saoudite luttant contre les Houthis. Le Sénégal a répondu favorablement à cette demande en déployant un contingent de 2,100 hommes en Arabie saoudite. Le ministre sénégalais des Affaires étrangères, Mankeur

Ndiaye, a tenté de justifier cette décision en affirmant que la coalition dirigée par l'Arabie saoudite « visait à protéger et à sécuriser les lieux saints de l'Islam, de la Médina et de La Mecque ». Il n'y avait aucune preuve que les Houthis avaient prévu de marcher sur des lieux saints islamiques. L'avantage le plus évident d'un engagement militaire sénégalais aux côtés de l'Arabie saoudite serait probablement de resserrer les liens politiques et économiques entre les deux, et presque certainement des paiements en espèces directs de l'Arabie saoudite au Sénégal (Abrams, 2015).

Le Qatar, qui entretenait de solides liens économiques et diplomatiques avec l'ancien Président Abdoulaye Wade et son fils Karim, s'est quelque peu éloigné du Sénégal lors du conflit ouvert de Doha avec l'Arabie saoudite. En 2017, le Sénégal s'est associé aux efforts de l'Arabie saoudite pour isoler le Qatar, rappelant son ambassadeur du minuscule État du Golfe, bien que les relations aient été restaurées trois mois plus tard. Par la suite, l'émir du Qatar a choisi Dakar comme première étape lors de son périple africain. Plusieurs accords de coopération ont été signés, notamment dans les secteurs de la santé et de la culture (Gulf Times, 2017).

La Turquie est un autre pays avec lequel le Sénégal a établi des relations considérables. La première représentation de la Turquie en Afrique de l'Ouest a été ouverte au Sénégal en 1964. Les deux États partagent depuis lors d'étroites relations économiques et commerciales. Bien qu'ils soient en bonne voie pour concurrencer d'autres partenaires clés tels que la Chine ou les pays du Golfe, les Turcs ont entrepris de nombreux projets d'infrastructure, dont la construction du nouvel Aéroport international Blaise-Diagne. Une preuve de cette relation privilégiée avec le gouvernement d'Ankara, les autorités sénégalaises ont consenti à fermer les écoles proches du mouvement güleniste en octobre 2017 (Baconni, 2017). Le ministre sénégalais de l'Éducation nationale, Serigne Mbaye Thiam, a dit que la fermeture est associée aux « relations importantes avec un autre pays qui ne doivent pas être mises en péril » (Carlier, 2017).

### **Conclusion**

Le Sénégal se comporte comme un acteur régional en Afrique de l'Ouest, avec une orientation principalement pro-occidentale. Cette orientation était particulièrement évidente pendant les mandats de Léopold Sédar Senghor (1960-1980) et d'Abdou Diouf (1981-2000). Ils ont favorisé la France à plusieurs reprises. En ce qui concerne les questions de sécurité régionale et nationale, les gouvernements de Senghor et de Diouf n'ont pas seulement pris en compte les intérêts français.

Les relations entre Dakar et Paris restent toujours fortes, mais il y a eu quelques changements dans les relations privilégiées du Sénégal pendant le mandat d'Abdoulaye Wade (2000-2012). Le gouvernement du Wade donnait la priorité aux relations avec les puissances asiatiques émergentes, en considérant des nouvelles circonstances internationales qui sont favorables à l'économie sénégalaise. Sous Wade, les relations avec la Chine, la Corée du Nord, l'Iran et les Émirats arabes unis se sont remarquablement

développées.

Macky Sall, président du Sénégal depuis 2012, poursuit une politique équilibrée apparemment comme une synthèse des approches de ses prédécesseurs. Bien qu'il restitue la place privilégiée de la France dans la diplomatie sénégalaise, le régime de Sall entretient des relations plus diversifiées, non seulement avec les pays occidentaux et Israël, mais aussi avec les États concurrents de l'Iran, de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie. Nous pouvons par suite conclure que le Sénégal « n'a pas d'amis permanents ni d'ennemis; il n'a que des intérêts permanents ».

### Références

- Abrams, E. (2015, 5 mai), Senegal vs. Iran, *Council on Foreign Relations*.
- Baconni, E. (2019, 3 octobre), Sénégal : une politique étrangère offensive, *l'Essentiel des relations internationales*.
- BBC (2010, 17 janvier), Senegal offers land to Haitians.
- Boisselet, P. (2010, 17 mai), Les dessous de l'affaire Reiss, selon Abdoulaye Wade, *Jeune Afrique*.
- Carlier, R. (2017, 6 octobre), Les écoles gülenistes du Sénégal résistent aux diktats d'Ankara, *France 24*.
- Clark, A. F. & Lucie C. P. (1994), *Historical Dictionary of Senegal*, Second Edition, Scarecrow Press, Metuchen.
- Dahou, T & Foucher, V. (2004), Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive, *Politique africaine*, 4(96): 5-21.
- Diouf, M. (2001), *Histoire du Sénégal: le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Maisonneuve et Larose, Paris.
- Foucher, V. (2013), Wade's Senegal and its Relations with Guinea-Bissau: Brother, Patron or Regional Hegemon, *SAIIA Occasional Paper No. 132*.
- France 24 (2011, 6 octobre), Ivory Coast accuses Senegal of election interference.
- Gehrold, S. & Tietze, L. (2011), Far from Altruistic: China's Presence in Senegal, *KAS International Reports No. 11*.
- Gulf Times (2017, 21 décembre), Qatar, Dakar cement ties: Emir's six-nation West Africa tour starts in Senegal.
- Hughes, A. & Lewis, J. (1995), Beyond Francophonie: The Senegambia Confederation

- in Retrospect, Eds. Anthony Kirk-Greene & Daniel Bach, *State and Society in Francophone Africa since Independence*, St. Martin's Press, Oxford.
- Jehl, D. (1991, 11 septembre), Bush Urges Senegal to Intervene in Liberia Civil War, *Los Angeles Times*.
- Ji-Ha, Ham & Seon-myung K. (2019, 24 septembre), Despite UN Sanctions, North Koreans at Work in Senegal, *VOA News*.
- Maclean, R. (2016, 30 mai), Chad's Hissène Habré found guilty of crimes against humanity, *The Guardian*.
- Marder, M. (1978, 7 juin), U.S. Role in Zaire Grows with Gabon, Senegal Airlift, *The Washington Post*.
- Mcdonald, R. (2010, 19 janvier), Why Haitians are not going to go to Senegal, *Demography Matters*.
- Mortimer, R. A. (1996), Senegal's Rôle in Ecomog: The Francophone Dimension in the Liberian Crisis, *The Journal of Modern African Studies*, 34(2): 293-306.
- Reuters (2011, 23 février), Senegal severs ties with Iran over rebel weapons.
- Ria Novosti, (2018, 19 juin), Межгосударственные отношения России и Сенегала.
- Richmond, E. B. (1993), Senegambia and the Confederation: History, Expectations, and Disillusions, *Journal of Third World Studies*, 10(2): 172-194.
- Sall, A. (2013), The Foreign Policy of Senegal Since 2000, *SAIIA Occasional Paper No 141*.
- Schraeder, P. J. & Nefertiti G. (1997), Senegal's Foreign Policy: Challenges of Democratization and Marginalization, *African Affairs*, 96(385): 485-508.
- Shaw, T. M. (1973), Explaining Senegalese Foreign Policy, *African Studies Review*, 16(2): 301-304.
- Tribune De Geneve (2017, 5 juin), Israël et le Sénégal normalisent leurs relations.
- UNDP (2010), *Human Development Report*, New York.
- VOA News (2011, 11 mai), New Ivory Coast president visits Senegal.
- Wade, A. (2008, 23 janvier), Time for the west to practise what it preaches, *Financial Times*.